



Task Force sur le Désarmement Démantèlement, Réinsertion et Réduction de la Violence Communautaire (SNDDR-RVC)

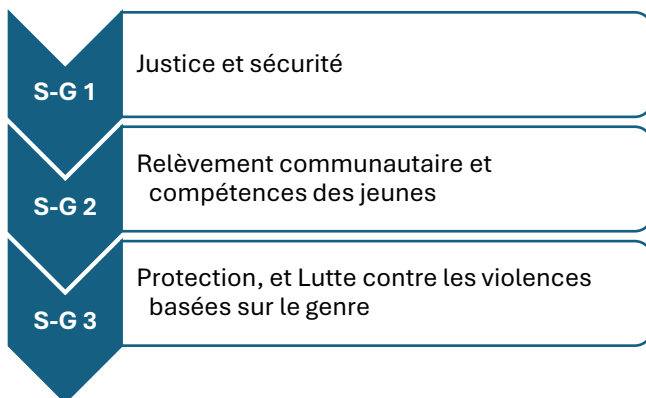


Mandat

Mise en place par le gouvernement d'Haïti le 6 avril 2021, la **Task Force Interinstitutionnelle sur la Stratégie Nationale de Désarmement, Démantèlement, Réinsertion et Réduction de la Violence Communautaire (TFII SNDDR-RVC)** a pour principale mission de favoriser l'appropriation, la coordination et la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de DDR-RVC, signée le 5 juillet 2021.

Composition

Sous le leadership de la Primature et à travers la coordination de son secrétariat technique, la Task Force rassemble plus d'une dizaine de ministères sectoriels (MPCE, MJSP, MICT, MD, MSPP, MARNDR, MCI, MJSAC, MCFDF, MENFP, MAST), entités étatiques (CNDDR, PNH, FAd'H, AGD, FAES, OPC, INFP etc.), organisations de la société civile, universités, représentation diplomatiques, secteur privée, organismes multilatéraux et l'ONU. Les points focaux de chacune de ces entités siègent à la Task Force qui se réunit en assemblée plénière.



La Task Force dispose d'un Secrétariat et de trois sous-groupes (S-G) thématiques de travail : (1) Justice et sécurité, (2) Relèvement communautaire et compétences des jeunes, (3) Protection et lutte contre les violences basées sur le genre (VBG).



Task Force sur le Désarmement Démantèlement, Réinsertion et Réduction de la Violence Communautaire (SNDDR-RVC)



Principales réalisations

	Atelier d'appropriation autour de la SNDDR-RVC • Du 12 au 14 mai 2021 • 50 participants dont 22 femmes
	<u>Forums départementaux DDR-RVC</u> • Du 10 au 28 février 2023 • 11 forums réalisés dans les 10 départements du pays • 11 190 participants, dont 365 femmes
	Consultations avec la société civile • 18-19 mai 2023 • 249 participants dont 85 femmes • 14 secteurs représentés • 3 représentants désignés pour intégrer la Task Force
	Consultations avec le secteur universitaire • Université d'Etat d'Haïti (UEH) • Université Quisqueya (UNIQ)
	Révision de l'avant-projet de loi sur les armes à feu et munitions • Sous l'égide du sous-groupe Sécurité et Justice • 18 chapitres et 187 articles révisés avec l'appui technique du BINUH et de UNLIREC
	Sessions <u>plénières réalisées</u> • 35 sessions réalisées entre 2021 et 2025, rassemblant plus de 60 participants par session (30 % de femmes), représentant plus de 30 secteurs. • La participation de nouveaux partenaires (CPT, MMAS, secteur privé, acteurs religieux) a renforcé la portée de la Task Force.
	<u>Plan d'Action National sur les armes à feu et munitions</u> • Adopté en 2022 dans le cadre de la Feuille de route des Caraïbes – présenté à la 3ème réunion des États Membres à Sainte-Lucie et au Symposium mondial de Genève (novembre 2023). • En 2024–2025, la Task Force a poursuivi ses efforts de plaidoyer et vulgarisation du projet de loi. • Participation aux réunions annuelles des Chefs d'État pour la <u>Feuille de route des Caraïbes sur les armes à feu.</u>
	Consultations thématiques • Fora régionaux et de restitution (avril–mai 2025) • <u>Présentation des actes d'engagement</u> pour la réduction de la violence communautaire lors d'un forum national • Session spéciale sur la prévention et le recrutement des enfants (12 juillet 2025)



Task Force sur le Désarmement Démentèlement, Réinsertion et Réduction de la Violence Communautaire (SNDDR-RVC)



	• Forum national secteur privé (Cap-Haïtien, 29-31 juillet 2025) • Consultation interreligieuse « <i>Religion pour la paix</i> » (9 octobre 2025) • Forum de restitution secteur privé (10 octobre 2025)
	Initiatives de consolidation de la paix de protection et de genre • Formation de 120 femmes en médiation communautaire, ayant contribué à la libération/protection de 45 enfants des grappes des gangs. • Participation aux discussions nationales sur la protection de l'enfance face au recrutement par les gangs, en coordination avec la Commission présidentielle des centres d'accueil et maisons de rééducation. • <u>Partenariat avec les universités</u> (UNIQ), agences des Nations Unies (IOM, UNDP)
	Coordination stratégique avec la MMAS • La Task Force a initié un dialogue de coordination avec la <u>MMAS</u>, afin d'assurer une meilleure articulation avec les priorités de la stratégie nationale DDR-RVC, et la préparation d'un programme de détection des enfants et l'engagement communautaire.

Perspectives

	• Renforcer l'engagement politique sur le DDR-RVC à travers la création du Comité Directeur (COMID). • Promouvoir le Plan d'Action National sur le DDR-RVC (PANDDR-RVC) et mobiliser des ressources pour sa mise en œuvre. • <u>Mobiliser le secteur privé des affaires</u>, les acteurs religieux, la presse et la diaspora dans les activités de la Task Force. • Adapter l'avant-projet de loi sur les armes à feu et munitions au nouveau Code pénal, en vue de renforcer le cadre légal de contrôle et de lutte contre la prolifération illicite. • Continuer la réflexion stratégique sur le DDR-RVC avec la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité (MMAS) • Cartographier et renforcer la coordination des initiatives de DDR, RVC et de Gestion des Armes à Feu (GAM) • Promouvoir une approche transversale intégrant le genre et la protection de l'enfance dans toutes les initiatives.
--	--